

APPENDICE

I.

AFFAIRE JECKER

Le 29 octobre 1859, Miramon, alors président de la république, avait décrété une émission de 15 millions de piastres (75 millions de francs), en bons destinés à amortir les anciens titres de la dette publique, en général discrédités et sans valeur. La conversion devait avoir lieu moyennant une soulte en argent de 25 ou 28 p. %, selon les cas, et les nouveaux bons devaient être admis dans la proportion de un cinquième en paiement de toutes les contributions (1). Ils portaient un intérêt de 6 p. %, dont la moitié était garantie pendant cinq ans par la maison Jecker, chargée de l'émission.

Pour couvrir cette maison de la portion d'intérêt qu'elle garantissait, c'est-à-dire de 3 p. % pendant cinq ans ou de 15 p. %, il lui était fait abandon sur les primes de conversion de 10 p. % de couverture et de 5 p. % de commission. Il restait ainsi au gouvernement 10 à 13 p. %, selon que la conversion était faite avec une soulte de 25 à 28 p. %; la maison Jecker avait le reste. Cette opération lui permettait en outre de se débarrasser des anciens bons qu'elle possédait et de spéculer sur le paiement de l'intérêt des bons nouveaux, puisqu'elle touchait 15 p. % au moment de la conversion, tandis que ses propres paiements au taux de 3 p. % étaient répartis sur une période de cinq années.

(1) Par exemple, on donnait un ancien bon d'une valeur nominale de 100 piastres, qui valait alors en réalité 40 à 42 piastres, et 25 piastres en argent; en échange, on recevait un bon nouveau de 400 piastres portant intérêt à 6 %, et accepté comme argent comptant pour 4/5^e de toutes les contributions.

Le commerce devait aussi bénéficier de cette opération ; les bons qu'on pouvait se procurer à 33 ou 35 p. % de leur valeur nominale, étant acceptés au pair pour le paiement de $\frac{1}{3}$ des droits de toute nature, il en résultait, sur les douanes, un dégrèvement notable dont les légations étrangères furent officiellement informées (1).

La maison Jecker convertit pour une somme de 14,378,700 piastres d'anciens bons qui, pour la plupart, étaient dans ses caisses.

Sur la soule de 25 p. %, la part du gouvernement étant de 10 p. %, la maison Jecker devait payer environ 1,400,000 piastres, et annuler pour 14 millions d'anciens papiers, dont la valeur réelle n'était que de $\frac{1}{10}$ de leur valeur nominale. En échange, elle recevait 14 millions de piastres en papier au pair, tandis qu'elle avait seulement déboursé 2,800,000 piastres ; cependant, cette opération ne procura au gouvernement de Miramon que la moitié de la somme qui devait lui revenir ; le reste fut appliqué au remboursement d'avances déjà faites ou au paiement de fournitures militaires.

Au mois de mai 1860, lorsque fut déclarée la faillite de la maison Jecker, elle avait encore dans ses caisses la presque totalité des bons, c'est-à-dire 13.678.249 36 piastres.

Elle avait vendu 700.450 64

14.378.700 piastres (2).

Quelque temps après, lorsque Juarez eut renversé Miramon, un de ses premiers actes fut de déclarer nul et sans valeur le contrat Jecker, conclu, disait-il, avec une autorité rebelle. Jecker prétendait, de son côté, et non sans quelque apparence de droit, qu'il n'avait pas eu à apprécier la légitimité du gouvernement de Miramon, alors reconnu par toutes les légations étrangères ; il demanda l'appui de la légation française, pour faire établir la validité de son contrat. C'était au mois de janvier 1861 ; vers cette époque, une pétition ayant le même objet était présentée au gouvernement français ; cependant Jecker était Suisse et ne fut naturalisé Français que le 26 mars 1862.

On pouvait considérer cette affaire à un double point de vue : celui des intérêts particuliers de la maison Jecker, devenus ceux d'un grand nombre de Français et de sociétés de bienfaisance, compromis par sa faillite, et celui des intérêts généraux du commerce qui, par les dispositions du contrat Jecker, bénéficiait d'un dégrèvement de douanes assez important.

M. Jecker avait trouvé à Paris de puissants appuis. Plusieurs journaux de la presse officieuse furent invités à lui prêter leur concours. Le duc de

(1) Par exemple : pour 500 piastres de droits, on payait 400 piastres argent et 400 piastres en papiers, qu'on pouvait se procurer pour 33 ou 35 piastres ; le dégrèvement était donc de 65 piastres pour 500 piastres, c'est-à-dire d'environ $\frac{1}{3}$.

(2) Ces chiffres ont été donnés par M. Corta, député au Corps législatif, envoyé en 1864 en mission au Mexique, pour régler les questions financières.

Morny, lui-même, s'intéressait à sa cause, et des instructions furent données à M. de Saligny pour qu'il poursuivît cette affaire (1).

Les énergiques représentations du ministre de France décidèrent le gouvernement de Juarez à reconnaître la légalité des bons Jecker (2) ; « M. de Saligny menaçait le gouvernement mexicain d'une ruine certaine, si les propositions de M. Jecker n'étaient pas acceptées, » et il écrivait au ministre des affaires étrangères que « se sachant protégé par la France, M. Jecker sentait qu'il pouvait tout oser. »

M. de Saligny évaluait alors à 75 millions de francs la réclamation de Jecker contre le gouvernement mexicain. Plus tard, il proposa d'en réduire le chiffre à 50 millions, amortissables au moyen d'un prélèvement de 15 p. % sur les douanes ; or, les recettes du port de Vera-Cruz, le plus important de la république, étaient déjà grevées de :

27 p. %	pour les bons dits de Londres.
24 —	pour la convention anglaise.
10 —	pour arrérages de la convention.
40 —	pour la créance de la mine de Guanajuata.
8 —	pour la convention française.

Total : 79 p. %.

La quotité disponible n'était donc que de 21 p. %. Si l'on en déduisait encore 15 p. % et qu'on abaissât les tarifs, il ne restait pour ainsi dire rien au gouvernement mexicain.

En 1864, lorsque M. Corta fut envoyé au Mexique pour examiner la situation financière du pays, il s'occupa du règlement de la créance Jecker ; il était d'avis d'en réduire le chiffre à 29 millions de francs, et conseillait, pour amortir cette dette, de prélever un cinquième sur les douanes dont on relèverait les tarifs, diminués de moitié par l'intervention française. M. Ramirez, ministre des affaires étrangères, s'opposa formellement à cette combinaison ; enfin, après de nouveaux pourparlers auxquels le ministre de France lui-même prit la part la plus active, cette question fut définitivement réglée le 10 avril 1865. Le capital de chaque bon Jecker dut subir une réduction de 60 p. %, sans produire aucun intérêt, et une somme de un million de piastres dut être réservée chaque année pour leur amortissement par voie de rachat aux enchères publiques. M. Bonnefons, inspecteur des finances en mission au Mexique, à qui cette affaire avait été spécialement recommandée, annonça cette solution au ministre des finances à Paris :

« Je considère cette solution comme un triomphe pour la politique de la France. Reste à savoir si le gouvernement mexicain pourra remplir ses engagements avec les ressources bornées dont il dispose, en présence

(1) Dépêche du mois de mars, arrivée en avril 1861.

(2) Dépêche de M. de Saligny au ministre des affaires étrangères, mai 1861. (Ces deux dépêches n'ont pas été publiées dans le recueil des documents diplomatiques.) Note de M. Zarco à M. de Saligny, 2 mars 1861. Pétition adressée au ministre de France à Mexico, 22 juillet 1863.

d'un déficit qui ne peut être inférieur à cinquante millions de francs, sans compter cette nouvelle charge qui pèsera sur ses finances.

« J'ai dit à V. Exc. que j'avais dû m'occuper de la créance Jecker, pour me conformer à la volonté de l'Empereur, aux désirs de M. de Montholon, aux instances de nos nationaux. J'ai constamment marché d'accord avec M. le ministre de France, qui tenait à vider cette question avant son départ pour Washington; je savais d'ailleurs que notre gouvernement attachait le plus grand prix à ce que la réclamation Jecker ne fût pas comprise avec celle de nos nationaux, à ce qu'elle fût traitée comme une affaire mexicaine⁽¹⁾... » et en effet cette scandaleuse affaire recevait une solution satisfaisante avant toute autre réclamation des indemnitaires français.

Ses droits ainsi reconnus, Jecker, qui ne comptait sans doute pas sur l'avenir, s'efforça de les liquider le plus promptement possible. Profitant du départ de M. Bonnefons, que sa santé obligeait à rentrer en France, il conclut avec l'empereur Maximilien, à l'insu des agents français, une convention par laquelle il cédait au gouvernement mexicain l'hacienda de Michiapan, s'engageait à compléter le réseau télégraphique dans l'intérieur du pays, et hypothéquait, en garantie de ces engagements, des forges dont il évaluait la valeur à 400,000 fr. Il consentait en outre à une réduction nouvelle sur le chiffre de sa créance et, en échange, il obtenait, pour ce qui lui restait dû, des traites sur les fonds disponibles de l'emprunt à Paris⁽²⁾. Le gouvernement français ne connut cet arrangement que lorsque les deux premières traites de 42,660,000 fr. furent présentées à la commission des finances mexicaines à Paris. Il en témoigna un vif mécontentement et signifia que les autres traites ne seraient pas payées et qu'à l'avenir le trésor français devait être seul à recevoir des traites sur les fonds de l'emprunt.

La conclusion du dernier contrat de Jecker donna lieu « à des insinuations graves contre la probité du ministre des finances mexicain » qui l'avait signé⁽³⁾. Malgré toutes ses réclamations, et bien que l'empereur Maximilien eût été peiné de voir en quelque sorte protester sa signature, M. Jecker n'obtint plus rien.

M. Langlais, conseiller d'Etat, homme fort estimé pour ses capacités financières, était arrivé à Mexico pour remplacer M. Bonnefons. La rigidité de son caractère et son inébranlable droiture firent échouer les tentatives

(1) M. Bonnefons à M. Fould, ministre des finances, 40 avril 1865.

(2) Contrat signé par l'empereur Maximilien le 23 août 1865, acte notarié 25 août.

L'hacienda de Michiapan, située à 42 lieues de Cuernavaca, a environ 42 mille hectares (445,077,248 vares carrées).

(3) Jecker avait déjà reçu. 4,543,770 fr.

On devait lui remettre :

Le 15 octobre 1865, en traites sur Paris 7,660,000

Le 15 décembre, id. 5,000,000

Le 31 décembre, en argent ou en traites. 40,000,000

24,203,770 fr.

(M. de Maintenant, inspecteur des finances, au ministre des finances, 22 sept. 1865.)

que Jecker renouvelait sans cesse auprès du gouvernement mexicain pour en obtenir de l'argent.

M. de Morny était mort le 10 mars 1863; Jecker avait ainsi perdu son plus puissant appui.

Deux ans après le retour des troupes du Mexique, M. Jecker faisait encore des démarches auprès du gouvernement français. On lit dans une lettre qu'il adressait à M. Conti, chef du cabinet de l'Empereur, le 8 décembre 1869 :

« Vous ignorez sans doute que j'avais pour associé dans cette affaire M. le duc de Morny, qui s'était engagé, moyennant 30 p. %, des bénéfices de cette affaire, à la faire respecter et payer par le gouvernement mexicain, comme elle avait été faite dès le principe... En janvier 1861, on est venu me trouver pour traiter cette affaire... Aussitôt que cet arrangement fut conclu, je fus parfaitement soutenu par le gouvernement français et sa légation au Mexique. Celle-ci avait même assuré à mes créanciers, au nom de la France, qu'ils seraient entièrement payés, et avait passé des notes très-fortes au gouvernement mexicain sur l'accomplissement de mon contrat avec lui, au point que l'ultimatum de 1862 exigeait l'exécution pure et simple des décrets... L'affaire en resta là jusqu'à l'occupation du Mexique par les Français. Sous l'empire de Maximilien, et aux instances du gouvernement français, on s'occupa de nouveau du règlement de mon affaire. En avril 1865, je parvins, aidé des agents français, à faire une transaction avec le gouvernement mexicain. A la même époque, M. le duc de Morny vint à mourir, de sorte que la protection éclatante que le gouvernement m'avait accordée cessa complètement... »

La lettre se termine par une menace de publier tous les documents relatifs à l'intervention de M. de Morny dans l'affaire des bons, dans le cas où l'Empereur ne consentirait pas à favoriser la liquidation de la transaction conclue entre la maison Jecker et le gouvernement de l'empereur Maximilien. Il lui restait dû, comme on l'a vu plus haut, dix millions de francs, les agents français s'étant opposés à ce qu'il lui fût délivré des traites pour ce reliquat⁽¹⁾.

Une partie de la correspondance adressée d'Europe à M. Jecker, en 1862, fut interceptée par les Mexicains, et communiquée au gouvernement des Etats-Unis, qui en ordonna la publication dans le recueil officiel des documents présentés au Congrès. Plusieurs des renseignements qui précèdent ont été extraits de cette correspondance. La lettre suivante, entre autres, donne d'intéressants détails :

New intercepted correspondence with Jecker (published with the authority of the department of Foreign relations).

Paris, october 27, 1862.

Dear uncle : My predictions were correct in reference to the choice of the

(1) M. Jecker a été fusillé comme otage par les insurgés de la Commune de Paris, en 1871.

chargé d'affaires of M. M. When I wrote my opinions to you and the details which I had been able to collect from M. C... in reference to M. L..., Almonte's aid and M. de Saligny's ambassador to His Majesty in July last, M. M... would have most anxiously desired that my studies had been finished, in order to intrust me personally with this mission with all the influence and all the recommendations possible; but papa, frightened at the sad fate of his agents (the Marquis de P... is in his agony at this moment and when you receive this, will certainly have ceased to exist), would not have consented but with the greatest difficulty, especially in consequence of the malady with which I am yet convalescent; moreover, I am distrustful of my experience and of my aptitude for so delicate a mission. To be brief, an intermediary course was adopted, as the necessity for an envoy was apparent, especially in October or November, the time of the entrance of the French into Mexico, when I should be at sea, M. de M... resolved to intrust provisional power to M. L..., reserving to himself the right of annulling his authority and transferring it to me if he did not attain his object. This M. L... has, to a certain extent, been made acquainted with my ideas. He does not know M. de M...; but the duke has very warmly recommended him, saying that he was one who had thoroughly understood the mission of M. P..., and who was qualified to accomplish it, while he contented himself with the advantages which were proposed to be granted, if influence and confidence were accorded to him. I will tell you, in one word, who this personage is. The confidence and the powers granted to him by M. de M... and which is his credentials and his means of making himself known to you; but he is a rascal, an intriguer, and so be careful how you act with him. He is an adventurer, who barked with hunger when he was recommended to M. de M... I copy below the letter to which I refer; he has nothing else from M. M...; he knows no other secrets than those contained in the letter itself, which in nowise compromise us; and if he tries to persuade you of the contrary, all that he may say beyond this will be merely what his natural sagacity may have enabled him to penetrate, without any possibility on his part of showing his proofs. Do not permit yourself to be swayed by him. I have here the letter which M. M... has transmitted to me, with the request that I would transcribe it for you. It has been written under the dictation of the duke and corrected by him.

« Sir: Your letter dated at Vera-Cruz, August 30, has reached me and I hasten to reply to it. Filled with sentiments of benevolence towards you and me, my friend and protector has thought that we might be mutually useful to each other, and he has spoken of our affairs in Mexico, which he knows only very superficially. Here is in what they consist: Having had intercourse for a considerable time with M. Jecker, whom the unfortunate affairs of Mexico and the hostility of some rival houses have brought into discredit, I find myself his creditor for quite considerable sums: I have, therefore, an interest in aiding him to rise, and I am so much the more interested as I believe him to be a very able and a very honorable man; as also because many French houses and nearly all our countrymen in Mexico are, like myself, his creditors; in fine, because he is the victim of an arbitrary, unjust and plundering system of government.

I have undertaken in concert with M. Elsesser, brother-in-law of M. Jecker

who has come from Switzerland to Paris for this purpose, to defend his interests by informing the government and the public as to the validity of his claims especially in that concerning the negotiation of the bonds, known under the name of the *Jecker bonds* the cause, in great measure of his failure, and which may likewise prove a reason for the re-establishment of his house and the restoration of his affairs. Public opinion had totally gone astray in regard to this affair. M. Elsesser has published a memorial which I enclose to you, and which sets the affair in a new light. Hereafter, our diplomatic agents should sustain it.

For your part, Sir, you can serve this cause, which is that of an honorable house odiously persecuted, in the like manner as is French and foreign commerce.

It would be suitable in this case that you should put yourself in communication with M. Jecker, with much secrecy and discretion, whenever it may be necessary; in regard to which this letter will be sufficient to accredit you and to bring you to such an understanding as to cause you to work together, as well in reference to our minister in Mexico as to our general.

If the issue crowns your efforts, we can do no less than leave to the benevolent and trusty friend who has produced our intercourse, the duty of fixing the remuneration which is in justice due to you.

Receive, etc.

M. de C... whom his suspicion already designated to L... as his successor, regarded him with evil eye and spoke to him with coldness. He told me that L... departed from Mexico under very unfavorable auspices of the French army, and left there only most odious reminiscences. Whatever there be of exaggeration in these words should be attributed to the wounded susceptibility of M. de C... In 1849 and 1850 in the time of the republic, L... was one of the editors of the *Cersaire*, a petty bonapartist paper which every day appeared with a profusion of truisms and challenges to the republicans. Sometimes he had to support his pen with the sword, and he did it with courage. He is brave, intriguing, unscrupulous. In one word, he has all the qualities of a chevalier d'industrie. He is a double-edged sword that may be used with profit, but which must be handled very prudently. M. de M. T... would start at the idea of seeing the doubloons that he might have in his chest in the hands of such a gentleman. Therefore it is that he authorizes me to entreat you to deliver nothing to him personally and to send to M. Hodgson or us whatever you may have to transmit in future.

I presume you have received my last of the 15th of October. I should regret very much if you had not, for it contained important matters. I acknowledge the receipt of all which you have sent to me. The manner in which you address them to us is so secure that I avail myself of it for the present letter, the tenor of which is of too serious a nature to be intrusted, without protection, to the fidelity of the Mexican mails. I told you in my last that I had a conversation with M. Hodgson and I mentioned to you the pleasure and confidence which were excited in him by my assurances that the house was under a high protection.

I congratulate myself on having made to him spontaneously this act of half confidence; because in the last visit which he made to me, M. F... secretary of M. de M. T... came in, charged with a commission from him to me. After I had presented him to M. Hodgson, he spoke to me very lightly of my approaching presentation to my lord the duke, and other things of a formal nature calculated to dispel the suspicions of M. Hodgson, if he had any remaining; but which fully confirmed the little story which I had already related to him.

The evening of the departure of M. Hodgson, the *Moniteur* announced the appointment of M. Drouyn de Lhuys to the department of foreign affairs in place of M. Thouvenel; and he manifested much agitation to this, and came to me to see me immediately, in order to know the degree of intimacy that might exist between our protectors and M. Drouyn de Lhuys; because, said he to me, he is unfortunately on intimate terms with Lord John Russel, who represented England in the congress of Vienna, and who showed himself very pliant of reference to some points of secondary interest, in order to prove to M. Drouyn de Lhuys the French ambassador in the same congress, the spirit of conciliation with which he was animated, I could not satisfy him at the moment, because those gentlemen are temporarily absent, but I promised to write to him as soon as he should return to London. I took advantage of this opportunity to address to him, some days afterwards, a letter with an amplification of papa's defence, and of your memorial on the real interests of commerce in the negociation of bonds, requesting him to have them translated into English, and to seek an opportunity to present them to Lord John Russel, in order to destroy his odious suspicions in regard to our affair; also to represent to him that the interests of English commerce were likewise involved in it, and that his house was very much interested in its happy solution. In order to give more authority to my words and more latitude to my counsels, I pretended that they had been inspired into me by M. de G... in our common interest. « M. Drouyn de Lhuys, said I to them, has not yet formed any opinion in regard to the bonds, but M. de G..., who is a very intimate friend of his and the Baron d'André, his chief secretary, will probably be called in a short time to the Minister's house in order to give him some explanations. No one is more suitable than he to do so, and he will use all his influence in the furtherance of our interests.

« The entrance of M. Drouyn de Lhuys into the cabinet is a very favorable omen for the triumph of conservative ideas. It is a reaction against liberal ideas. Let us hope that the new Minister will not diverge from his general course of policy in this affair only of the bonds. But you know very well, gentlemen, it will be much more easy to form the opinion of M. Drouyn if it be not already fixed, to turn it to our favour, if, perchance, it should be unfavorable, when now he is not yet beset by powerful solicitations, by hostile insinuations. In order to effect this, it is necessary to combat calumny in its very source, to make an effort to enlighten John Russel. In view of an English interest he will hesitate. The bitterness which he has manifested in persecuting us will, perhaps, be somewhat diminished, and that will be an immense victory; it will be to destroy hostility — hostility personified by the English minister! — After John Russel — public opinion — it would, in fact, be very useful to publish some articles in the *Times*, in concurrence with our articles in Paris, when the time comes. »

These gentlemen replied to me immediately, telling me that they hastened to do what I wrote to them, and that they had been translated as soon as my letter had been received. They manifest much zeal and great confidence. I hope that their zeal will be still further quickened by the letter which I address to them with this. I tell them that we have achieved a great triumph during these few days past, but I do it in discreet terms, because it is good to acquaint them with the results in order to give them confidence and to incite them to assist in the restoration of the house; but it is useless to divulge the means of them. As their only objection against the prosperous issue of the efforts which they are going to make is, that the affair of the bonds is a private interest, I insinuate to them that it depends on them to make it one of public interest and to attain a double object at the same time; to secure its favorable settlement by changing the English policy in reference to it, in consideration of the interest that they and other English houses may take in it, and to realize great profits, since as you say, it is an affair of two millions five hundred thousand dollars of duties to be collected at Vera-Cruz, with the entrance of merchandises in its port. I think that a letter from you of a commercial and argumentative character would make a great impression on these gentlemen now that the ground is prepared.

Perhaps the result which we have obtained is the most decisive stroke of policy that has been achieved since these gentlemen have taken up the question of the bonds. Under date of August 15 or 28, M. de Saligny has addressed from Orizaba to M. de P... a very important letter.... He says, likewise, that he has suffered so many calumnies on account of the affair of the bonds, that he will no longer be able to act so directly as heretofore; that it will be necessary to send out there some safe and skilful person to watch for the ripening of the fruit. After some incidental words against N..., he concludes by saying that formal instructions are being sent to him in order to place him in a condition to act and to regulate his position properly. M. de M. T... gave it to me in order to attend to it as far as concerned the house and Noël, and in order to present the affair as a French interest in concurrence with English interests, an interest misrepresented by the disloyal course of Wyke, who, in order to increase the security of the English creditors, whose interests were assured by the same pledges as the bonds, was not afraid to reject this affair, notwithstanding its justice and to make himself the official interpreter of all the calumnies of Juarez and his associates, etc.

I applied myself as best I could to the performance of this task, including the greatest number of ideas in the fewest possible words, in order that it might not be supposed that in expatiating at length on this affair, M. de Saligny gave it any other importance than that of indignation at seeing a dishonest infamy on the part of Wyke thus gained, and the efforts of French diplomacy frustrated in an affair so just. I strove, moreover, to preserve in the style its tone of military brusqueness and manly indignation. The letter appeared very good to those gentlemen, and M. de M. T... hesitated whether he should give it the name of an extract, or of a copy, or should make it pass as an original, when there arrived by the last post a second letter from M. de Saligny, dated at Orizaba, September 15, and no less important than the former one. Both were put together, and on the following day my Lord Duke presented it to His Majesty, who read it with

much interest. His confidence in M. de Saligny already excessive was still more augmented. « M...y, said he to the duke, it is necessary that all these difficulties in M. de Saligny's position should cease ; I will make my arrangements in regard to it ; »

I shall be presented to-morrow at midday (October 30) to M. de M...y ; he has desired to see me ; I do not know whether it is to judge whether I am fit for some future mission. If my letter had not been despatched to-day, in order that MMs Hodgson and C^o might have time to put it in their packet, I would wait until to-morrow to tell you of it in the letter which I will address to N. after to-morrow (October 30) ; but as it is necessary to be prudent, I shall designate His Majesty as n^o 1, M. de M...y as n^o 2, M. de M. T... as n^o 3.

The creditors are well disposed. As soon as papa arrives within two or three days, we are going to present a petition entreating His Majesty to extend his protection to the house in the name of French interests. This petition, signed with the names of your creditors, will be presented directly by n^o 2 to n^o 1 ; judge of its importance!! G... is somewhat slow and timorous ; he has an excessive dread of compromising himself if he is urged to exertion. M... has acknowledged to me that he shared half the profits of the bonds. I have told him in reply that he had some interest in the house ; he has promised me to tell it to him as if it came from the count de P..., and to urge him on, because he can be very useful to us on account of his intimacy with Drouyn. I think that instructions will be sent to M. de Saligny. M... desires to serve you with His Majesty in respect to your lands in Sonora. He has collected all the details that I have been able to give to him...

.....Adieu, my dear uncle. Assuring you of all my heart's love, I remain your most affectionate nephew,

LUIS ELSESSER.

A true copy : Washington, March 31, 1863.
ROMERO (1).

(1) Traduit du français.

II.

CONVENTION DE LONDRES.

(Page 32.)

Sa Majesté l'Empereur des Français, Sa Majesté la Reine d'Espagne et Sa Majesté la Reine de la Grande-Bretagne et d'Irlande, se trouvant placées, par la conduite arbitraire et vexatoire des autorités de la République du Mexique, dans la nécessité d'exiger de ces autorités une protection plus efficace pour les personnes et les propriétés de leurs sujets, ainsi que l'exécution des obligations contractées envers Elles par la République du Mexique, se sont entendues pour conclure entre elles une convention dans le but de combiner leur action commune, et, à cet effet, ont nommé pour leurs plénipotentiaires, savoir :

Sa Majesté l'Empereur des Français, Son Excellence le comte de Flahault de la Billarderie, sénateur, général de division, grand-croix de l'ordre impérial de la Légion d'honneur, son ambassadeur extraordinaire auprès de Sa Majesté la Reine de la Grande-Bretagne et d'Irlande ;

Sa Majesté la Reine d'Espagne, Son Excellence don Xavier de Isturiz y Montero, chevalier de l'ordre insigne de la Toison d'or, grand-croix de l'ordre royal de Charles III, grand-croix de l'ordre impérial de la Légion d'honneur, sénateur du royaume, son envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire à la cour de Sa Majesté la Reine du royaume-uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande ;

Sa Majesté la Reine de la Grande-Bretagne et d'Irlande, le très-honorable Jean comte Russel, vicomte Amberley de Amberley et Art-salla, pair du royaume-uni, conseiller de Sa Majesté en son conseil privé, principal secrétaire d'Etat de Sa Majesté pour les affaires étrangères,

Lesquels, après avoir échangé leurs pouvoirs, sont tombés d'accord pour arrêter les articles suivants :

ART. 1^{er}. Sa Majesté l'Empereur des Français, Sa Majesté la Reine d'Espagne et Sa Majesté la Reine de la Grande-Bretagne et d'Irlande s'engagent à arrêter, aussitôt après la signature de la présente convention, les dispositions nécessaires pour envoyer sur les côtes du Mexique des forces de terre et de mer combinées, dont l'effectif sera déterminé par un échange ultérieur de communications entre leurs gouvernements, mais dont l'ensemble devra être suffisant pour pouvoir saisir et occuper les différentes forteresses et positions militaires du littoral mexicain.

Les commandants des forces alliées seront, en outre, autorisés à accomplir les autres opérations qui seraient jugées, sur les lieux, les plus propres